

Les élites face aux "gilets jaunes"

Une philosophie du mépris

Depuis son accession à la présidence de la République, M. Emmanuel Macron a souvent assimilé les classes populaires à un groupe de fainéants incultes et brailleurs. Ce faisant, il rompt avec la duplicité des chefs d'État successifs vis-à-vis des milieux défavorisés : les comprendre en parole, mais négliger leurs revendications. Et surtout ignorer la domination structurelle dont ils font l'objet.



Daniel Forero. — "Yellow" (Jaune), de la série "Air", 2018 - www.daniel-forero.com

"Je vous **hais**, compris ?" : l'un des slogans écrits au feutre sur de nombreux gilets jaunes condense en une formule-choc l'attitude de M. Emmanuel Macron et la célèbre phrase du général Charles de Gaulle, modèle du double langage des hommes politiques. Au-delà des revendications sociales et fiscales multiples des "gilets jaunes", s'il y a une constante, c'est leur conviction que les "élites" méconnaissent leurs conditions d'existence, leur mode de vie et, de sur-

croît, les méprisent. On ne cesse, sur les ronds-points, de rappeler les "petites phrases" par lesquelles M. Macron a dévoilé sa vision du "peuple" français : salariées "illettrées", allocataires des minima sociaux qui coûtent un "pognon de dingue", "fainéants", "cyniques", "extrêmes", "les gens qui ne sont rien", "il suffit de traverser la rue pour trouver un travail", etc.

À la sempiternelle question "Qu'est-ce que le peuple ?", le président répond : c'est ceux qu'il faut éduquer, voire rééduquer, ceux qui sont réfractaires, qu'il faut guider, ceux qui se plaignent au lieu de se prendre en main et de se responsabiliser, ceux qui, trop souvent, "ne **sont** rien".

On ne saurait trop le remercier d'avoir exprimé si crûment la philosophie sociale du monde auquel il appartient, du monde qui l'a formé, une philosophie sociale habituellement euphémisée ou réservée aux cercles de l'entre-soi.

C'est cette même vision que Cédric Lomba, par exemple, retrouve dans son étude sur les usines Cockerill, en Belgique, soumises pendant plus de trente ans à des plans sociaux successifs. Les cadres-managers et les ingénieurs s'y opposent aux ouvriers qu'ils ont pour mission de diriger, d'envoyer en préretraite ou de déplacer. Lors des réunions ou des repas, ils évoquent régulièrement l'archaïsme des ouvriers, leur intransigeance, les arrêts de travail pour des broutilles, leur agressivité face aux restructurations, mais également leur immaturité et leur immoralité lorsqu'ils "goualent", menacent, se garent n'importe comment ou ne respectent pas les mesures de sécurité. Ils condamnent des pratiques comme le vol (notamment de l'électroménager dans les réfectoires ou du matériel), les blagues puériles (enduire de graisse les poignées de porte, remplir les casques d'eau), la saleté (dans les toilettes et les cabines), la débauche morale (l'affichage de photographies érotiques dans

les cabines et la lecture de revues pornographiques dans les réfectoires) et l'imprévoyance (la proportion élevée d'ouvriers qui ont une retenue sur salaire)¹.

Ces cadres "aux grandes dents", comme le dit un ouvrier, ont tout intérêt à entretenir cette vision uniquement négative des ouvriers comme groupe social, interdisant ainsi le trouble qui pourrait résulter d'une compréhension plus réaliste. Tout désir de comprendre minerait leur croyance en la légitimité de leur participation active aux restructurations industrielles. Le mépris et la méprise conditionnent ainsi l'aveuglement socialement nécessaire à leur mission. Et c'est cette philosophie du mépris que récuse les "gilets jaunes".

Manque de métier politique

La cristallisation d'un tel ressentiment contre M. Macron résulte en partie de la faiblesse de son capital politique propre. Il a été élu grâce à un concours de circonstances : deux présidentiables, MM. François Hollande et François Fillon, dans l'incapacité de l'emporter ; un Front national au second tour qui condamnait beaucoup à un vote Macron par défaut ; une abstention massive (10,5 millions de personnes au premier tour de la présidentielle, 24,5 millions au premier tour des législatives) ... C'est un homme politique sans métier politique qui a accédé au pouvoir.

Avoir du métier politique, c'est au moins tenter d'"encadrer" par une rhétorique plus ou moins efficace les humiliations sociales qu'on inflige, feindre de compatir à la détresse des plus pauvres, aux difficultés que rencontrent beaucoup. C'est promettre de mettre fin à la "fracture sociale", comme le fit en son temps M. Jacques Chirac ; ou épouser le point de vue de ceux qui "ne comptent que sur eux-mêmes", si nombreux dans les classes populaires dont c'est souvent le "point d'honneur", en s'engageant à soutenir leurs efforts, à la manière de M. Nicolas Sarkozy, qui défiscalisa les heures supplémentaires et ne cessa de louer ceux qui "se lèvent tôt".

"Je sais aussi qu'il m'est arrivé de blesser certains d'entre vous par mes propos", a admis M. Macron.

Ce déficit de métier politique caractérise aussi nombre de députés de *La République en marche* (LRM). Comme le souligne Christophe Le Digol, sur les 521 candidats LRM aux élections législatives de 2017, 281 n'avaient jamais exercé de mandat. Ils ne disposaient pour tout viatique que d'un capital social qui ne les prédisposait guère à comprendre les "gilets jaunes" : ils appartenaient aux catégories socio-professionnelles supérieures, étaient chefs d'entreprise, exerçaient une activité de conseil²... Les discussions entre "gilets jaunes" témoignent de leur vive perception de cette morgue sociale. Morgue de cette députée, Mme Élise Fajgeles, qui n'a aucune idée, même approximative, du montant du salaire minimum (CNews, 3 décembre 2018). Ou de cette militante affirmant qu'

"on ne peut pas habiter dans un univers extraordinaire, avec la pelouse, les montagnes, une vue pas possible, et avoir un hôpital à côté et une pharmacie en bas de chez soi"³.

Vous avez la campagne, ne venez pas vous plaindre. Sans métier, ils disent ce qu'ils pensent.

¹ Cédric Lomba, *La Restructuration permanente de la condition ouvrière. De Cockerill à ArcelorMittal*, Le Croquant, coll. "Champ social", Vulaines-sur-Seine, 2018.

² Christophe Le Digol, *Gauche-droite : la fin d'un clivage ? Sociologie d'une révolution symbolique*, Le Bord de l'eau, coll. "Troisième culture", Lormont, 2018.

³ "Le moment Meurice", France Inter, 3 décembre 2018.

Des "classes dangereuses" aux "foules déchaînées", des "mauvais pauvres" aux "racailles", des "déclassés" aux "cas sociaux", la conceptualisation du mépris des classes populaires a une longue histoire. Mais, si elle légitime aux yeux des managers, et de bien d'autres, leurs entreprises multiples de rééducation et d'encadrement, elle n'est pas sans effets pervers. Elle leur interdit notamment de comprendre les rationalités qui sont au principe des modes de vie populaires. C'est d'ailleurs l'insensibilité à la place occupée par la voiture dans le quotidien de fractions entières des classes populaires, insensibilité fondée sur une double incompétence, politique et sociale, qui a été sanctionnée. Multiplication des radars, vitesse limitée à quatre-vingts kilomètres par heure, augmentation du prix de l'essence, taxe dite "écologique" sur les carburants, contrôle technique plus coûteux et plus sévère, déclassement du diesel : en réduisant la liberté de se déplacer, c'est toute une économie matérielle, de loisirs et de sociabilités, particulièrement dans les mondes dits "ruraux", que le pouvoir a inconsciemment bouleversée. Prises par un président suffisant et interprétées par ceux qui étaient touchés comme un déni supplémentaire de leur être social, ces mesures ciblées sur l'automobile ont libéré une colère jusqu'alors contenue ou peu visible qui s'actualise et se cristallise sur le rejet, la démission exigée, de M. Macron.

Tout groupe social érige des frontières symboliques afin de valoriser les qualités dont il s'estime dépositaire, d'évaluer à cette aune les comportements des groupes dont il cherche à se différencier, en haut ou en bas, et d'interpréter le regard que ces derniers portent sur lui. De ce point de vue, les classes populaires subissent un traitement convergent de tous ceux qui les prennent pour "objet", à l'école, au travail, sur leurs lieux d'habitation, dans leurs loisirs, dans la vie sociale la plus ordinaire. Cette réduction de l'autre populaire au statut de "mauvais objet" structure l'ensemble de notre vie sociale.

Pierre Bourdieu n'a cessé de rappeler la nécessité de s'interroger sur les effets symboliques de notre système scolaire. Au lieu de disserter sur de prétendues fractures culturelles opposant les diplômés aux non-diplômés, les travailleurs manuels aux travailleurs non manuels, ou, autrement dit, ceux qui seraient "fermés" à ceux qui seraient "ouverts", ceux qui auraient un esprit critique à ceux qui en seraient dépourvus, les victimes de la mondialisation à ses bénéficiaires, mieux vaudrait prendre en compte ce que provoque cette époque de "scolarisation totale"⁴ dans un système scolaire non seulement inégalitaire, mais surtout voué au maintien de l'ordre social.

Quelque effort que puissent faire certains enseignants, le monde de l'école n'épargne pas aujourd'hui les enfants des classes populaires, sommés de se soumettre à l'ordre des légitimités culturelles et renvoyés, à défaut, à leur "misère" morale et culturelle.

L'une des dimensions de la généralisation de l'enseignement secondaire et supérieur, un processus historique de longue durée qui s'est considérablement accéléré depuis les années 1980, n'est autre que **l'apprentissage par beaucoup de leur indignité**. C'est ce que soulignait Pierre Bergounioux, écrivain de gauche et professeur de collègue :

"Au lieu des avantages escomptés, ils [les élèves] en ont retiré d'assez médiocres profits, et le sentiment d'indignité qui en est la modalité subjective. L'expérience est héréditaire. Quiconque passe en sixième, à 11 ans, sans être familiarisé avec les valeurs et les usages de l'école, est condamné à s'entendre notifier chaque jour, plusieurs fois par jour, son insuffisance, sa médiocrité"⁵

⁴ Joanie Cayouette-Remblière, *L'École qui classe*. 530 élèves du primaire au bac, Presses universitaires de France, coll. "Le lien social", Paris, 2016.

⁵ Pierre Bergounioux, *École : mission accomplie*, Les Prairies ordinaires, Paris, 2006.

On ne mesure vraisemblablement pas à quel point l'"échec scolaire" peut humilier, d'autant que, d'élimination différée ou masquée en relégations échelonnées, il accompagne désormais l'ensemble du parcours.

Ce déni peut s'insinuer dans les situations les plus quotidiennes. Dès les années 1960, le sociologue Paul-Henry Chombart de Lauwe interrogea des ouvriers hautement qualifiés qu'on venait de licencier. Ils avaient le sentiment qu'ils ne comptaient pour rien. L'un d'eux notait que sa belle-mère, alors qu'elle était fière de l'un de ses gendres, "dessinateur industriel", le présentait à ses connaissances comme "tourneur [sic] et quelque chose". Ce tourneur-fraiseur était convaincu qu'à La Poste, quand on s'adressait à lui, on ne le "regardait pas"⁶...

L'une des dimensions des cultures populaires réside dans cette pensée qui interprète sans cesse les mille signes, détails ou anecdotes, propos ou attitudes corporelles par lesquels, comme dans la situation coloniale, l'"individualité" vous est refusée. Or notre vie sociale multiplie les situations où les classes populaires sont en interaction inégalitaire avec d'autres groupes sociaux : à Pôle emploi, dans les administrations, dans leurs rapports avec les enseignants de leurs enfants, dans leurs relations conflictuelles avec tous ceux qui leur signifient le dégoût de leurs pratiques.

Des classes populaires prises en étau

Cette perception s'est affirmée et transformée depuis un demi-siècle, avec la généralisation — inachevée, chaotique et ségrégationniste — de l'enseignement secondaire et supérieur, et avec la croyance de plus en plus partagée en la disparition des classes populaires, alors que celles-ci représentent plus de la moitié de la population... Le champ politique, dans toutes ses composantes, s'est lui-même de plus en plus structuré sur ce déni, au point que seuls les membres des classes supérieures et des classes moyennes intellectuelles, et leurs intérêts, même contradictoires, y sont désormais représentés, tandis que les classes populaires sont reléguées dans l'inexistence.

Cette orientation fut même revendiquée en 2011 dans un rapport de la fondation Terra Nova qui proposait à la gauche socialiste de faire le deuil de son "peuple"⁷. Le Parti communiste français (PCF), qui, longtemps, était parvenu à dignifier les classes populaires, notamment la classe ouvrière, ne parvient plus à jouer ce rôle. Prises en étau entre une pensée conservatrice fidèle à leur tradition et une gauche convertie à la doxa économique de la droite, les classes populaires ne savent plus à quel saint se vouer.

L'extrême droite *fascistoïde* feint d'épouser ce ressentiment. L'immigré n'est pas le seul ennemi qu'elle lui offre en pâture. Les enseignants, les "bobos", les "élites" (le mot présente l'intérêt d'être à géométrie variable), les "écologistes", les militants syndicalistes sont autant d'ennemis qu'elle cible à travers ses diverses mobilisations. La haine de l'école atteint d'ailleurs des sommets dans les *Mémoires* de M. Jean-Marie Le Pen :

"Après avoir élevé l'âge et le niveau des scolarités obligatoires, on prétend enseigner les handicapés profonds, les aliénés, les immigrés, les malades, les détenus, les étrangers chez nous, chez eux, avant leur mé-

⁶ Paul-Henry Chombart de Lauwe, Maurice Combe, Henri et Paule Ziegler (sous la dir. de), *Nous, travailleurs licenciés. Les effets traumatisants d'un licenciement collectif*, 10/18, Paris, 1976.

⁷ Olivier Ferrand, Romain Prudent et Bruno Jeanbart, "Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ?", Fondation Terra Nova, Paris, 10 mai 2011.

tier, pendant leur vie, après leur retraite. Ce rêve fou d'hégémonie scolaire est le fruit paradoxal de la "révolution" de Mai 68, qui vouait la fonction enseignante au nettoyage des WC. La Salope n'est pas crevée, tel un moloch femelle qui se renforce des armes tournées contre elle. L'Alma Mater affermit la Dictature des pions."⁸

S'il est nécessaire de s'opposer au harcèlement symbolique dont sont victimes les classes populaires en tentant de comprendre les rationalités qui déterminent leurs visions du monde et leurs pratiques, il ne s'agit nullement d'inventer un "peuple" idéal, qui n'existe tout simplement pas. Les classes populaires, comme tant de travaux récents⁹ l'ont démontré, sont en pleine reconfiguration et ne forment nullement un bloc homogène. Néanmoins, aujourd'hui comme hier, c'est du travail politique de représentation¹⁰ que résulteront les rapports de forces au sein desquels elles inscriront leur devenir, pour le pire ou pour le meilleur.

Bernard Pudal

□ Professeur de science politique à l'université Paris Nanterre, auteur, avec Claude Pennerier, de l'ouvrage *Le Souffle d'Octobre 1917. L'engagement des communistes français*, Les Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2017.

En perspective

- **Rien n'empêche le mépris de classe** - Owen Jones, avril 2017 ➡ Il fut un temps où, malgré la dureté de leurs conditions de vie, les mineurs, les sidérurgistes ou les cheminots britanniques étaient fiers d'appartenir à la classe ouvrière. Mais l'affaiblissement des syndicats et la précarisation du travail ont érodé cette identité sociale, que les médias se permettent désormais de tourner en ridicule.
- **Des milieux populaires entre déception et défection** - Eric Dupin, avril 2010 ➡ Massivement abstentionnistes, caricaturés comme des « beaufs », les milieux populaires ne semblaient, avant la crise financière, plus intéresser personne, alors qu'ils représentent plus de la moitié de la population française...
- **Racisme de l'intelligence** - Pierre Bourdieu, avril 2004

⁸ Jean-Marie Le Pen, *Mémoires. Fils de la nation*, Muller Édition, Paris, 2018.

⁹ Cf. Yasmine Siblot, Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclat et Nicolas Renahy, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Armand Colin, coll. "U : sociologie", Paris, 2015

¹⁰ Cf. Lorenzo Barrault-Stella et Bernard Pudal, "Représenter les classes populaires ?", *Savoir/Agir*, n° 34, Vulaines-sur-Seine, décembre 2015.